

DÉLIBÉRATIONS

Département
de la Haute-Garonne

République Française

Arrondissement
de SAINT-GAUDENS

Extrait du registre des délibérations
du Conseil Communautaire

Communauté de Communes
du Canton d'AURIGNAC

Séance du 29 juillet 2015.

L'an deux mille quinze et le vingt-neuf juillet, à 20 heures 30, le Conseil Communautaire s'est réuni, sous la Présidence de Monsieur Jean-Luc GUILHOT, Président.

Nombre de délégués : 30

Vote :

Pour : 23

Présents ou représentés : 30

Contre : 0

Absents : 0

Abstention : 7

Secrétaire de séance : Philippe Bertrand.

Objet : Arrêt du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et bilan de la concertation.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 123-9, L. 300-2 et R 123-18 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 mars 2013 ayant prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes ;

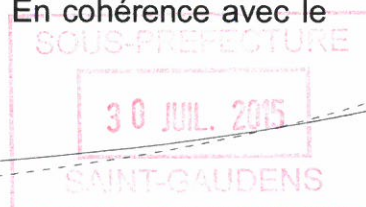
Vu la délibération du 17 décembre 2014 fixant les modalités de la collaboration entre les communes membres de la communauté de communes et celle-ci, pendant le temps de l'élaboration du PLUi, mesure prévue à l'article L. 123-6 du code de l'urbanisme depuis la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 (dite loi ALUR) ;

Vu le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Président ;

Monsieur le Président rappelle :

✓ les six objectifs principaux qui ont conduit la Communauté de Communes à engager l'élaboration d'un PLU intercommunal, à savoir :

• La protection des espaces naturels et forestiers ; le PLUi doit s'attacher à préserver les continuités écologiques sur l'ensemble du territoire, voire à prévoir les moyens de leur remise en bon état. En cohérence avec le



45

DÉLIBÉRATIONS

Schéma Régional de Cohérence Ecologique approuvé en 2015, le futur PLUi définit les trames verte et bleue de l'espace communautaire ;

- L'agriculture est l'un des principaux domaines d'activité au sein de la communauté de communes et doit être préservé. Dans ce cadre, le PLUi définit, en concertation avec la profession, les territoires à protéger par un classement en zone agricole en raison de leur potentiel agronomique, biologique ou économique. Il doit également recenser les secteurs comprenant des constructions existantes non liées à l'activité agricole ;

- Le PLUi doit définir les conditions du développement économique du territoire, en répartissant les zones d'activités au plus près des habitants et en favorisant la diversité des fonctions (commerce, services, artisanat) au sein des zones d'habitats pour un meilleur service aux personnes ;

- Depuis le recensement de 1999 le canton d'Aurignac connaît une croissance démographique continue de l'ordre de 1% par an. Le PLUi doit fournir des moyens au territoire pour prendre en compte et maîtriser cette croissance dans les prochaines années. En particulier en fixant la répartition des nouveaux logements sur l'ensemble des communes, dans un souci de mixité sociale de l'habitat ;

- L'objectif de développement démographique, et donc de création de zones constructibles, doit se faire dans l'optique d'une modération de consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers qui sera inscrite dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi. Cet objectif de modération doit s'inscrire dans le respect des formes urbaines existantes sur les communes et doit éviter le mitage du territoire, tel qu'il a été pratiqué jusqu'à présent sous l'emprise du RNU, par la réalisation de constructions en dehors des parties actuellement urbanisées ;

- La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 a défini des objectifs de lutte contre le changement climatique et, notamment, de :

- Porter d'ici à 2020 la part des énergies renouvelables à 23 % de la production d'énergie de la France ;
- Réduire d'ici à 2020 les consommations d'énergie du parc de bâtiment d'au moins 38 %.

Pour ce faire, le PLUi doit définir des secteurs où des systèmes de production d'énergie renouvelable pourront s'implanter avec un minimum de conflits d'usages avec les autres activités et faciliter, en particulier au travers de son règlement, la réalisation de constructions économes en énergie en cohérence avec les préconisations de la réglementation thermique 2012.

✓ le contenu de la délibération en date du 14 mars 2013 qui avait prescrit les modalités suivantes de concertation :

- Information de la population par des articles à faire paraître dans le journal intercommunal ou dans la presse locale ;
- Organisation de réunions publiques, notamment sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), au niveau intercommunautaire et par bassins de vie ;

DÉLIBÉRATIONS

- Présentation du projet au fur et à mesure de son avancement dans les mairies et au siège de la communauté de communes, avec des registres pour consigner les remarques ;
- Présentation du projet au fur et à mesure de son avancement sur le site internet de la communauté de communes, avec recueil des avis de la population ;
- Organisation de réunions de travail spécifiques avec la profession agricole.

Celles-ci se sont déroulées de la manière décrite dans la note tirant le bilan de la concertation annexée à la présente délibération réalisée par le cabinet d'études CITADIA en charge de l'élaboration du PLUi qui a analysé et commenté les demandes des habitants et justifié les suites qui leur ont été données ;

✓ le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire, dans sa séance du 4 mars 2015, sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ;

✓ vu l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement, en date du 27 mai 2015, ne soumettant pas à évaluation environnementale le PLUi ;

✓ les principales options, orientations et règles que contient le projet de PLUi, dans le dossier joint à la présente délibération qui comprend :

- Un rapport de présentation présentant le diagnostic et l'état initial de l'environnement du territoire, la justification des orientations du PADD, des règles fixées dans le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation et les incidences sur l'environnement de ces préconisations ;
- Un projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- Un règlement et les documents graphiques qui délimitent les secteurs où il s'applique ;
- Des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ;
- Des annexes.

Après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- 1) d'approuver le bilan de la concertation tel qu'il a été présenté par Monsieur le Président et est annexé à la présente délibération
- 2) d'arrêter le projet de PLU intercommunal, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- 3) de soumettre pour avis le projet de PLUi aux personnes publiques associées à son élaboration ainsi qu'aux communes limitrophes, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui ont demandé à être consultés sur ce projet et à la

DÉLIBÉRATIONS

commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. De plus, la communauté de communes n'étant pas couverte par un schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé, le projet de PLUi sera envoyé pour avis au PETR du pays du sud toulousain dont le territoire de SCoT est limitrophe de celui de la communauté de communes.

La présente délibération et le projet de PLUi annexé à celle-ci seront transmis au sous-préfet de Saint-Gaudens ainsi qu' :

- ✓ aux présidents du conseil régional et du conseil départemental ;
- ✓ aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de l'artisanat et de la chambre d'agriculture ;
- ✓ au président du Pôle d'équilibre territorial rural (PETR) du pays Comminges-Pyrénées en charge de l'élaboration du SCoT concernant le territoire intercommunal ;
- ✓ au président de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- ✓ au président du PETR du pays du sud toulousain dont le SCoT est limitrophe du territoire intercommunal ;

✓ Et à leur demande :

- ✓ aux maires des communes limitrophes ;
- ✓ aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés.

Conformément à l'article L. 300-2 Code de l'urbanisme, le dossier définitif du projet de PLUi, tel qu'arrêté par le conseil communautaire, est tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article R. 123-18 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

Fait à Aurignac, le 29 juillet 2015

Certifié exécutoire le30. JUL. 2015..

Le Président,

Jean-Luc GUILHOT



**terres
D'AURIGNAC**
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES